

Commission : UNESCO

Question : Peut-on tout dire dans les médias et sur les réseaux sociaux ?

Auteur : Inde

La République d'Inde est une démocratie. Ainsi la liberté d'expression est garantie par la constitution. L'article 19(1) de la Constitution indienne garantit le droit de tous à la liberté de parole et d'expression. La Cour suprême précise que la liberté d'expression ne vaut pas seulement pour celui qui s'exprime, mais aussi pour le public qui accède à « différents points de vue » et se forme sa propre opinion.

L'Inde est le pays qui compte le plus grand nombre d'utilisateurs d'Internet au monde après la Chine et les Etats Unis. Dans les villages reculés, là où les journaux arrivent avec des jours de retard, où les livres sont inaccessibles, seul l'utilisation d'un smartphone permet d'avoir accès à un flot interrompu d'informations, d'opinions, par les réseaux sociaux. Cela facilite la propagation de « fake news » et peut avoir des conséquences graves. En 2018, un ingénieur informatique de 27 ans a perdu la vie après avoir été la cible de rumeurs sur les réseaux sociaux.

C'est pourquoi en février 2020, le gouvernement indien a mis en place une nouvelle loi permettant de demander aux réseaux sociaux l'identité de certains utilisateurs.

En 2013, l'Inde et la France ont concrétisé la volonté d'approfondir leur coopération dans le domaine de la cyber sécurité ainsi que sur les questions liées à la gouvernance d'Internet, la régulation du monde numérique et des nouvelles technologies.

Les médias en Inde figurent parmi les plus diversifiés au monde. On compte dans le pays au moins une soixantaine de journaux et de magazines, plus d'une trentaine de chaînes de télévision et quatre centaines de stations de radio. Les médias représentent une industrie à part entière dans l'économie indienne.

L'Inde est consciente de l'importance de la liberté de la presse comme droit essentiel, et des menaces sur les journalistes proférées par certains extrémistes et individus isolés. C'est pourquoi les journalistes sont maintenant accompagnés lors de leurs déplacements dans des zones de guerre afin de bénéficier d'une protection.

L'Inde cherche donc à préserver la liberté d'expression dans le respect de la défense de la sécurité économique et nationale.